

Espionnage

Des voix: Bravo.

● (1522)

M. Broadbent: Je le répète, ces délits sont extrêmement graves en principe comme en pratique. Pour être plus brutal, ils sont particulièrement détestables quand un pays agit ainsi dans un pays voisin. Tous les Canadiens devraient se montrer très chatouilleux à ce sujet.

Au nom de mes collègues, je félicite la Gendarmerie Royale du Canada du bon travail qu'elle accomplit dans le domaine de la sécurité. Évidemment, c'est l'œuvre de véritables professionnels qui ont dépiqué les coupables.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Cette série d'événements est particulièrement regrettable en ce moment non seulement sur le plan de la détente, étant donné que nous faisons partie de l'alliance occidentale et que l'affaire aura de graves répercussions sur cette alliance, mais sur le plan des relations renouvelées qui unissaient les gouvernements canadien et soviétique. Il n'y a aucun doute que cela constitue un grave recul, surtout pour les gens de bonne volonté des deux gouvernements qui, au cours des dernières années, se sont efforcés de rapprocher nos deux peuples. Les autorités de l'Union soviétique, qui sont responsables de ces méprisables activités, doivent maintenant assumer la responsabilité des conséquences malheureuses qui s'ensuivront.

Il est normal d'attacher de l'importance à l'Union soviétique, quoiqu'il serait naïf de ne pas tenir compte des autres grandes puissances mondiales qui continuent à se livrer à ce genre d'activités. Toutefois, dans le cas qui nous occupe, il s'agit de l'Union soviétique. Le fait que cela se fasse encore en 1978—les années 40 ou 50 sont loin derrière nous—démontre éloquemment le chemin que le monde moderne a encore à parcourir avant de faire régner la bonne entente entre toutes les nations.

Dans les circonstances, la réaction du gouvernement, qui exige l'expulsion de 11 ressortissants soviétiques qui sont encore ici et demande à deux autres, qui sont retournés en Union soviétique mais devaient revenir, de rester chez eux, est une réaction totalement acceptable. Mais est-ce suffisant, compte tenu des relations entre le Canada et l'URSS qui allaient en s'améliorant? Nous avons de bonnes raisons d'espérer en une expansion du commerce et des échanges entre nos peuples, et voilà qu'on nous révèle cet acte ignoble de leur part. Je m'interroge sur la justesse de la réaction du gouvernement. Dans l'esprit de mes collègues, le minimum est certes de demander aux personnes en cause de ne pas remettre les pieds dans notre pays. Toutefois, il me semble, ainsi qu'à mes collègues, qu'il faudrait faire plus. Je soutiens très sérieusement que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures devrait envisager le rappel de l'ambassadeur du Canada à Moscou, temporairement et tant que les problèmes bilatéraux, et en particulier cet incident, n'auront pas été discutés et résolus.

Des voix: Bravo!

[Français]

M. Adrien Lambert (Bellechasse): Monsieur le président, je voudrais d'abord remercier très sincèrement, comme l'ont fait l'honorable chef de l'opposition officielle et le chef du Nouveau parti démocratique, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Jamieson) de sa grande courtoisie, de nous

[M. Broadbent.]

avoir fait connaître la nature de sa déclaration, de nous avoir même convoqués à son bureau pour discuter très sérieusement de cette question.

Ce n'est pas très souvent que nous avons l'avantage de nous mettre d'accord pour discuter d'une question aussi sérieuse que celle que vient de présenter à la Chambre des communes l'honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures. J'ai été bouleversé, en tant que Canadien, d'être informé qu'à l'ambassade de l'URSS au Canada des citoyens soviétiques se sont livrés à de l'espionnage. Il me semble qu'en temps de guerre on peut se l'expliquer; c'est un peu normal que les pays cherchent à découvrir les secrets des autres. Mais lorsqu'on est en temps de paix, du moins j'espère que nous sommes dans une période de paix, et que l'on travaille tous ensemble pour tâcher d'améliorer les relations entre les peuples, de façon que la paix apporte plus de prospérité dans chaque pays, lorsque des situations comme celles-là se présentent c'est réellement bouleversant.

Monsieur le président, je suis convaincu qu'aujourd'hui à la Chambre il y a des députés qui ont fait un lien entre cette importante question qui nous a été rapportée par l'honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures et l'Affaire Igor Gouzenko, il y a quelques années, alors qu'il y a eu de l'espionnage et que cela a fait couler beaucoup d'encre. Je me souviens de cela de façon assez précise et je voudrais que les plus jeunes députés du Parlement se donnent la peine d'aller au fond des choses avant de faire un rapprochement entre cette question d'espionnage d'il y a quelques années et celle que vient de nous rapporter l'honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Monsieur le président, je me souviens également que le 20 décembre dernier, nous avons eu au Parlement un débat sur les affaires extérieures. Je me souviens très bien que tous les députés qui ont participé à ce débat ont fait preuve de beaucoup de patriotisme, ont appuyé la politique extérieure de notre pays. Quel que soit le parti au pouvoir, je l'avais signalé à ce moment-là, le Canada est un pays dont les citoyens à travers le monde sont respectés et aimés.

Je me souviens également, je pense que c'était en octobre 1973, si ma mémoire est fidèle, j'avais l'avantage de participer à une conférence de l'OTAN qui se tenait en Turquie. C'était sur la frontière de l'URSS. A ce moment-là, des avions sillonnaient le firmament pour se rendre au Liban. Un genre de guerre se déroulait. J'étais bouleversé d'entendre ces grondements d'avions lourds qui transportaient des armements, des soldats pour aller sur un territoire étranger. A ce moment-là, monsieur le président, vous qui faisiez partie de cette délégation, vous aviez participé à un débat de l'Assemblée plénière de l'OTAN, et je me souviens fort bien de vos propos. C'est tout à votre honneur que je le rappelle aujourd'hui, parce que vous aviez déploré, comme membre de cette délégation, que tant et aussi longtemps que le Canada pourra faire vivre sa démocratie, il participerait toujours à ce mouvement de détente entre les deux blocs. Je suis encore de cet avis aujourd'hui, savoir que nous devons tout faire pour favoriser cette détente. Nous, les Canadiens, avons plus d'intérêt que quiconque à favoriser cette détente, parce que géographiquement nous sommes situés entre deux grands pays, des forces épouvantables. D'un côté, l'URSS, et de l'autre, les États-Unis.